

«C'est un droit fondamental du consommateur que d'avoir accès à la composition des aliments.»


Interview de Serge Hercberg, directeur de l'Équipe de recherche en épidémiologie nutritionnelle (EREN), Inserm/Inra/Cnam/Université Paris 13

Publié le 14 mars 2019 – Mis à jour le 19 mars 2019

Il y a tout juste trois semaines, l'Assemblée Nationale votait le projet de loi «anti-malbouffe» porté par France insoumise. Parmi les propositions adoptées, l'obligation de faire figurer le Nutri-Score dans toutes les publicités alimentaires récompense les efforts de nombreuses initiatives citoyennes, à l'instar d'Open Food Facts dont la base de données éponyme a servi de support à l'application Yuka.

# NUTRI-SCORE





À l'occasion de la Journée internationale des droits des consommateurs, le professeur Serge Hercberg, initiateur du Nutri-Score, décrypte les enjeux de cette guerre des données nutritionnelles.

Les multinationales, les lobbies et autres industriels peu scrupuleux sont loin d'avoir dit leur dernier mot. À l'issue du vote, le rapporteur de la loi, Loïc Prud'homme, a parlé d'un texte «vidé», d'autant que le projet de loi doit encore passer devant le Sénat. Partagez-vous ce constat et les inquiétudes quant au devenir des mesures adoptées ou bien le vote du 21 février a selon vous marqué une avancée décisive?

**L'interdiction de publicité sans Nutri-Score est réellement une avancée de santé publique**, même si le processus législatif n'est pas terminé. Les lobbies de l'agro-alimentaire et de l'audiovisuel vont sans doute essayer de torpiller le texte au Sénat, ce qui rend incertain le sort de cet amendement. Mais c'est tout de même une bonne nouvelle, car ce même amendement avait été refusé il y a quelques mois. Cette fois, non seulement il a été voté, mais voté à l'unanimité, à 49 voix contre 1. **Tous les partis ont transcendé le clivage politique pour valider cette proposition.**

La possibilité pour les industriels de contourner l'affichage du Nutri-Score sur les supports publicitaires moyennant une contribution financière à l'Agence nationale de santé publique risque-t-elle de nuire à l'efficacité de la loi? Quelles parades les industriels pourraient-ils imaginer pour la contourner?

J'aurais préféré que les plus riches entreprises ne puissent pas déroger à leurs obligations, mais c'est déjà un premier pas. Il faudra communiquer auprès des consommateurs pour signaler que **quand le Nutri-Score n'est pas affiché sur les publicités, c'est que l'industriel a payé et qu'il a sûrement quelque chose à cacher.** Oui il y a des firmes agro-alimentaires qui ne font pas du tout face à leurs responsabilités et vont essayer d'éviter par tous les moyens de fournir la transparence sur la composition des aliments, ce qui est pourtant un droit fondamental du consommateur. Beaucoup de multinationales essaient de gagner du temps et proposent par exemple de passer par des applications faites maison, utilisant leurs propres critères pour donner l'impression qu'ils font quelque chose et ne pas afficher le Nutri-Score sur les aliments qu'ils produisent.

Parmi les amendements adoptés, on retrouve l'obligation pour les industriels de transmettre les données relatives à l'étiquetage nutritionnel de leurs produits à l'Observatoire de l'alimentation (OQALI) et de remettre un rapport annuel au Parlement sur l'évolution de la qualité nutritionnelle, rapport qui servira de base à la fixation de seuils de réduction d'ingrédients nocifs par l'Agence nationale de sécurité alimentaire. Ces amendements permettront-ils désormais aux pouvoirs publics de jouer un rôle de garde-fou pour protéger les citoyens?

**L'obligation pour les industriels de transmettre leurs données est un autre point positif**, car jusqu'à présent, c'était seulement facultatif. Ce rapport fournira des données de réflexion utiles pour essayer d'orienter les politiques publiques, évaluer si l'offre alimentaire s'améliore et orienter les politiques publiques en fonction des résultats. **Il faudra aller plus loin en rendant ces données ouvertes et accessibles à tous**, car aujourd'hui l'OQALI n'a pas le droit de les rendre publiques. Ni les consommateurs, ni les journalistes, ni les chercheurs n'y ont accès.

Les marques n'auraient-elles pas plutôt intérêt à collaborer avec les services publics?

**Il y a quand même heureusement beaucoup d'industriels qui jouent le jeu, et qui le font parfois dans des conditions difficiles.** Fleury Michon était l'un des premiers à afficher le Nutri-Score sur ses produits. Cette marque est un exemple, parce qu'au-delà de la mise en ligne des ingrédients de leurs produits, elle a mis en place d'autres actions intéressantes : la suppression des nitrites dans les jambons, la réduction des additifs et des conservateurs... **Fleury Michon s'est également désolidarisée de la Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viandes (Fict)**, qui refuse de soutenir la mise en place du Nutri-Score. Cette filière, qui ne veut pas faire d'efforts, ne va pas dans le sens de l'Histoire et va à l'encontre de ses propres intérêts. **Aujourd'hui plus de 110 entreprises ont accepté d'afficher le Nutri-Score** sur les aliments qu'ils fabriquent, mais quelques grandes multinationales refusent encore de soutenir l'initiative des pouvoirs publics.

La préoccupation des français pour la qualité nutritionnelle de leurs produits alimentaires s'est exprimée avec force à travers le succès de l'application Yuka, qui permet de scanner en magasin le code barre d'un produit pour obtenir une note nutritionnelle globale. La fiabilité de cette application aux 8 millions d'utilisateurs est pourtant aujourd'hui discutée et les industriels tentent de lui faire de l'ombre en lançant Num-Alim, leur propre base de données alimentaire certifiée 100% fiable. En qui le consommateur peut-il avoir confiance?

Certaines applications sont validées scientifiquement, d'autres pas. **Open Food Facts est une application intéressante, sérieuse, et labellisée par l'Agence nationale de santé publique**(Santé Publique France). Il y en a beaucoup d'autres, comme Yuka, qui manquent de bases scientifiques. Yuka part d'une bonne intention et a permis de sensibiliser l'opinion publique de l'importance de s'intéresser à la qualité nutritionnelle des aliments, à la présence d'additifs, à l'origine Bio.... Seulement, **les données de base et le calcul de la note globale utilisés par Yuka ne sont pas validés scientifiquement**. Les données disponibles sur les additifs ne sont pas suffisamment robustes et la pondération utilisée pour aboutir à une note globale ne repose pas sur une base scientifique. Il y a aussi d'autres applications, qui ne sont que des moyens pour les industriels de contourner l'affichage du Nutri-Score sur les emballages. Quant au principe de Num-Alim, c'est une très bonne idée au départ, mais le problème est qu'une telle base ne devrait pas être gérée directement par les industriels. **La base de données Num-Alim devrait être un service gratuit, accessible à tous et géré par des structures publiques**.

Comment éviter la confusion entre greenwashing nutritionnel et sources officielles?

**La multiplicité des applications privées non validées crée de la confusion. Cela représente un vrai danger.** Pour éviter la cacophonie, il faut **alerter et informer** pour permettre aux consommateurs de distinguer ce qui émane des services publics ou validé par ces services, et faire comprendre que tout le reste demeure douteux et questionnable. Il faut répéter qu'il **n'y a qu'un logo officiel, le Nutri-Score, et qu'un site validé par Santé Publique France, Open Food Facts**. Il faut également rappeler que la finalité en terme de santé publique est que les industriels apposent les informations sur les emballages eux-mêmes, directement lisibles quand le consommateur fait ses courses au supermarché (ce qui est plus rapide et plus efficace que de passer par des applications smartphone...).

L'Agence de santé publique n'aurait-elle pas intérêt à contre-attaquer en développant sa propre application?

L'Agence Santé Publique France a fait le choix de ne pas développer d'application, car **il existe déjà une base très complète s'appuyant sur la participation des consommateurs qui enrichissent en permanence la base** par l'envoi de photo des étiquettes et listes d'ingrédients. Elle a donc préféré **labelliser Open Food Facts** qui compte à ce jour plusieurs centaines de milliers d'aliments. Même s'il peut exister quelques petites erreurs, celles-ci pourraient être corrigées avec des coûts modestes si tous les industriels acceptaient de **transmettre les fichiers de composition nutritionnelle à l'application**. Cela serait utile non seulement pour le public, mais aussi directement pour eux pour éviter les éventuelles erreurs concernant leurs produits.

La proposition de loi déposée par France insoumise prévoyait d'instaurer des cours de nutrition en primaire et au collège, mais cette proposition a été remplacée par un amendement. Dans le même temps, Walt Disney annonce la création de son propre label alimentaire pour ses produits. La situation est-elle selon vous préoccupante?

Il faut intégrer la nutrition dans toutes les disciplines existantes, dans le temps scolaire et en dehors du temps scolaire. **L'État est le seul acteur légitime pour diffuser des messages de santé publique aux enfants, ce qui n'est pas le cas des acteurs privés**. La société Disney est d'autant plus mal placée pour labelliser des aliments qu'elle joue sur des arguments de marketing pour rendre ses produits attractifs en utilisant des mascottes qui attirent les enfants. Les parents, quant à eux, en voyant une pastille verte sur les emballages penseront à tort qu'il s'agit d'un bon produit sur le plan nutritionnel. **Ce n'est pas normal d'inciter les enfants à consommer des produits qui ne sont pas nutritionnellement favorables**. On peut en consommer, bien sûr, mais on ne peut pas accepter qu'ils fassent l'objet d'une mise en avant tel que le fait Disney. **Il faut par ailleurs réglementer la publicité pour les produits destinés aux enfants**, par exemple en interdisant de publicité sur tous supports les produits qui obtiennent un Nutri-Score de D ou E. Hélas, depuis des années, **les lobbies bloquent ces avancées**.

L'offre des cantines scolaires est-elle au niveau pour permettre aux enfants de passer de la théorie à la pratique?

Il y a fallu dix ans pour qu'une réglementation fixe les règles nutritionnelles applicable à la restauration scolaire. Ces **standards de référence vont être adaptés** en fonctions des nouvelles recommandations de santé publique publiées au début de cette année par Santé Publique France. Les « cantines » peuvent également contribuer à l'éducation au goût en proposant une offre diversifiée. Il faut également **travailler avec les cuisiniers pour renforcer l'attractivité des plats** qui sont sur le plan nutritionnel favorables...

Pour faire face aux critiques et assurer sa viabilité, Yuka a développé une version premium ainsi qu'une formule de coaching alimentaire, ce qui semble mettre à la marge une autre catégorie de population vulnérable : celle des ménages les moins favorisés. Peut-on parler d'une fracture sociale en terme d'accessibilité à des informations nutritionnelles de qualité?

**La nutrition est en soi un marqueur social.** Les risques de problèmes nutritionnels sont plus élevés chez les populations qui ont un pouvoir d'achat et des moyens d'information limités. L'exemple d'un service payant comme celui proposé par Yuka montre bien qu'un acteur privé ne peut pas s'inscrire dans le cadre d'un objectif de santé publique de lutte contre les inégalités sociales, car il a nécessairement un modèle économique sous-jacent. Il faut des dispositifs efficaces qui soient accessibles par tous. En situation expérimentale, les travaux de recherche ont montré que **les populations de faible niveau socio-économique comprennent particulièrement bien le logo Nutri-Score** qui les aide à mieux orienter leurs achats vers des aliments plus favorables à la santé. Bien sûr, le risque est la multiplicité des logos et labels qui risquent de mettre de la confusion pour les consommateurs. Les associations de consommateurs européennes militent d'ailleurs pour une réglementation en ce sens à l'échelle européenne pour n'autoriser qu'un seul logo nutritionnel officiel sur les emballages des produits, comme c'est le cas avec le bio, et interdire l'utilisation d'alternatives qui ne sont que des éléments de marketing trompeurs. **Les réseaux sociaux et la communication publique peuvent jouer également un rôle important en appelant les consommateurs à la prudence.**

Et si l'on taxait les produits qui ont un mauvais Nutri-Score?

La régulation économique peut être une solution pour rendre moins accessible les aliments de moins bonne qualité nutritionnelle. **L'OMS** préconise d'ailleurs de mettre en place **des taxes et des subventions proportionnelles à la qualité nutritionnelle des produits** afin de favoriser pour tous un accès à des aliments plus favorables pour la santé. **La taxe soda, votée en 2012 et améliorée en 2018, a parfaitement bien démontré son efficacité** : la vente des sodas a baissé alors qu'il était en croissance, tandis que le marché de l'eau a augmenté. En réaction à cela, beaucoup d'industriels ont modifié la teneur en sucre de leurs produits sans altérer leur goût.

Que peut l'Union Européenne pour favoriser ces avancées en matière de Santé publique?

Il y a d'importantes contraintes et pressions qui s'exercent au niveau européen. **Le Nutri-Score a fait l'objet d'un lobby forcé en France, mais également à l'échelle européenne.** L'industrie agro-alimentaire a dépensé entre 2005 et 2015 plus d'1 milliard de dollars en lobbying pour empêcher l'adoption d'un logo de valeur nutritionnelle unique et obligatoire sur les produits au niveau européen. C'est d'ailleurs aujourd'hui le règlement européen qui empêche les États de rendre un logo nutritionnel comme Nutri-Score obligatoire et exclusif.

La demande des citoyens va-t-elle inciter les lobbies à plier? Le Grand Débat est-il un cadre particulièrement propice pour mettre ces questions sur le devant de la scène?

Les mobilisations citoyennes ont un véritable poids aux yeux des politiques pour les inciter à mettre en place des mesures de santé publique souvent combattues fortement par des lobbies puissants. **La demande sociétale a contribué à l'adoption du Nutri-Score** par les pouvoirs publics. Une **pétition** récente a été lancée pour demander l'extension obligatoire du Nutri-Score à la publicité et a déjà récolté plus de 130 000 signatures. Le militantisme consommériste est extrêmement important : **via des associations, des pétitions ou le boycott, les citoyens ont le pouvoir de faire plier les lobbies** qui s'opposent aux mesures de santé publique. Ce qui est devenu fondamental, c'est que **les problématiques de santé publique sont entrés dans le débat public et font l'objet de nombreux reprises médiatiques.** Le Grand Débat est un élément de plus. Quels que soient les canaux, dès que l'on met ces sujets sur la place publique, on se donne les moyens de faire contre-poids aux lobbies.

Avez-vous quelque chose à rajouter?

Il y a à peu près trois semaines, Santé publique France a présenté les **nouvelles recommandations alimentaires** et les nouveaux messages qui vont faire l'objet de campagnes médiatiques : **manger des fruits et légumes, réduire la consommation de viande et charcuterie, manger des fruits secs à coque et des légumineuses... Pour la première fois, l'aspect environnemental a été intégré, en mettant par exemple l'accent sur le bio et alertant sur les risques des produits ultra-transformés**, ce qui est utile à la fois pour la santé et utile pour la planète. Ces recommandations feront l'objet de **grandes campagnes médiatiques** et d'actions auprès des professionnels de santé et de l'éducation.

Propos recueillis par Laetitia Casas

Journaliste à la Direction de la Communication du Cnam

## Le dernier Cnam mag'

LE CNAM MAG' #9

### Société numérique, société inclusive ?

1 mai 2018

✚ [Retrouvez tous les numéros](#)



**Serge Hercberg est le directeur de l'Équipe de recherche en épidémiologie nutritionnelle (EREN) qui a élaboré le logo Nutri-Score. Médecin de formation et professeur d'épidémiologie et nutrition (Inserm/Inra/Cnam/Université Paris 13), Serge Hercberg participe également à l'élaboration des politiques de santé publique en nutrition-santé. Il dirige à ce titre le PNNS (Programme national Nutrition-Santé) et a formulé le précepte des "5 fruits et légumes, et trente minutes d'activité par jour".**

<http://blog.cnam.fr/sante/c-est-un-droit-fondamental-du-consommateur-que-d-avoir-acces-a-la-composition-des-alimen>